

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Monsieur le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone,

OBJET :

DELEGATION DE FONCTION AUX TRADITIONS

M. Jérémy ALIAGA

Conseiller municipal

VU l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confère au maire, sous sa surveillance et responsabilité, une partie de ses fonctions aux adjoints et à des membres du conseil municipal,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 2026 relative à l'élection du maire et des adjoints,

VU la délibération 2026 DAD019 du 8 avril 2026 portant délégation de compétences du Conseil Municipal au Maire,

CONSIDERANT que M. Jérémy ALIAGA a été élu conseiller municipal,

CONSIDERANT que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les conseillers municipaux,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Monsieur Jérémy ALIAGA est délégué aux Traditions.

Monsieur Jérémy ALIAGA est chargé de :

- Préparer et proposer les affaires concernant cette délégation et signer les avis et courriers s'y rapportant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Virginie MARTOS FERRARA, 1^{ère} adjointe, Monsieur Jérémy ALIAGA, conseiller municipal, est délégué pour signer tous les actes et décisions relatifs aux Traditions.

ARTICLE 2 :

La délégation portée à l'article 1 du présent arrêté s'exerçant sous mon contrôle et ma responsabilité, Monsieur Jérémy ALIAGA m'informerà à tout moment de son action et me fera connaître les dossiers pour me permettre de donner les directives d'ordre général, et d'en contrôler la mise en œuvre et d'évoquer toute affaire.

ARTICLE 3 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature du conseiller sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des arrêtés du Maire, et dont copie sera adressée à Madame la Préfète de l'Hérault.

Publié le **30 AVR. 2026**

Pour extrait conforme : En Mairie le 15 avril 2026.

Notifié le

**Monsieur Le Maire
Olivier NOGUES**

Signature



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.